

FORMULE 70E.3

N° de dossier DF \_\_\_\_\_

**COUR DU BANC DE LA REINE (Division de la famille)**

**Centre de** \_\_\_\_\_

ENTRE :

(nom au complet)

requérant(e)

– et –

(nom(s) au complet)

intimé(e)(s)

**AVIS DE REQUÊTE VISANT L'OBTENTION DE  
MESURES SPÉCIALES AU TITRE DE LA LOI SUR LE DIVORCE (CANADA)**

Requête en vue d'obtenir une des mesures de redressement suivantes au titre de la *Loi sur le divorce* (Canada) :

- une ordonnance parentale au titre de l'alinéa 16.1(1)b) OU la modification d'une ordonnance parentale au titre du sous-alinéa 17(1)b)(ii)\*;
- une ordonnance de contact au titre du paragraphe 16.5(1) OU la modification d'une ordonnance de contact au titre de l'alinéa 17(1)c)\*.

**AVIS DE REQUÊTE**

À L'INTIMÉ(E) (AUX INTIMÉ[E]S) (nom[s] et adresse[s] au complet, y compris le[s] code[s] postal [postaux])

Le (la) requérant(e) A INTRODUIT UNE INSTANCE. La demande qu'il (elle) présente figure à la page suivante.

LA PRÉSENTE REQUÊTE sera entendue par un juge le \_\_\_\_\_  
(jour) (date)

à \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_  
(heure) (adresse du palais de justice)

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA PRÉSENTE REQUÊTE, vous ou un(e) avocat(e) du Manitoba qui vous représente devez comparaître à l'audience.

Utilisez la présente formule dans les cas suivants :

\* Vous êtes un parent de l'enfant ou vous tenez lieu ou avez l'intention de tenir lieu de parent de l'enfant et son autre parent est divorcé ou demande le divorce sous le régime de la Loi sur le divorce (Canada) ET vous demandez une ordonnance parentale concernant l'enfant au titre de l'alinéa 16.1(1)b) ou la modification d'une ordonnance parentale au titre du sous-alinéa 17(1)b)(ii).

Vous n'êtes pas un parent de l'enfant et ses parents sont divorcés ou demandent le divorce ET vous demandez une ordonnance de contact concernant l'enfant ou la modification d'une ordonnance de contact au titre de l'alinéa 17(1)c).

Avant que votre demande ne soit entendue par le tribunal, il est possible que vous deviez demander une autorisation au tribunal au titre de la Loi sur le divorce (Canada) :

- Voir :
- paragraphe 16.1(3) : autorisation de demander une ordonnance parentale;
  - paragraphe 16.5(3) : autorisation de demander une ordonnance de contact;
  - paragraphe 17(2) : autorisation, pour une personne à qui l'ordonnance parentale ne se rapporte pas, d'en demander la modification au titre du sous-alinéa 17(1)b)(ii).

SI VOUS DÉSIREZ PRÉSENTER UNE PREUVE DOCUMENTAIRE DEVANT LE TRIBUNAL, NOTAMMENT UN AFFIDAVIT, OU INTERROGER OU CONTRE-INTERROGER DES TÉMOINS RELATIVEMENT À LA REQUÊTE, vous ou votre avocat(e) devez signifier une copie de la preuve à l'avocat(e) du (de la) requérant(e) ou au (à la) requérant(e), si celui-ci (celle-ci) n'a pas retenu les services d'un avocat, et déposer dès que possible, mais au plus tard à 14 heures au moins sept jours avant l'audience, la preuve au greffe du tribunal où la requête doit être entendue, avec une preuve de signification.

\_\_\_\_\_  
(date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(registraire)

Cour du Banc de la Reine — centre de \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
(adresse)

### REQUÊTE

1. L'objet de la requête est le suivant : *(Indiquez la mesure de redressement particulière qui est demandée.)*
  - une ordonnance parentale au titre de l'alinéa 16.1(1)b) de la *Loi sur le divorce* (Canada) concernant :
    - du temps parental
    - des responsabilités décisionnelles
  - la modification d'une ordonnance parentale au titre du sous-alinéa 17(1)b)(ii) de la *Loi sur le divorce* (Canada) concernant :
    - du temps parental
    - des responsabilités décisionnelles
  - une ordonnance de contact au titre du paragraphe 16.5(1) de la *Loi sur le divorce* (Canada)
  - la modification d'une ordonnance de contact au titre de l'alinéa 17(1)c) de la *Loi sur le divorce* (Canada)
2. Les motifs à l'appui de la requête sont les suivants : *(Précisez les motifs qui seront invoqués, y compris tout renvoi aux dispositions des lois ou des règles sur lesquelles la requête est fondée.)*
3. La preuve documentaire suivante sera utilisée à l'audition de la requête : *(Dressez la liste des éléments de preuve documentaires, notamment les affidavits, à l'appui de la requête.)*

*(Si l'avis de requête doit être signifié à l'extérieur du Manitoba sans qu'une ordonnance du tribunal ait été rendue, indiquez les faits et les dispositions particulières de la règle 17 qui justifient une telle signification.)*

4. Précisions relatives aux ordonnances, à la procédure et aux actions en justice visant toute partie à la présente instance, notamment :
- a) une ordonnance ou instance relative à des arrangements parentaux, à une pension alimentaire pour enfants ou pour conjoint ou à des biens;
  - b) une ordonnance de protection civile ou une instance relative à une telle ordonnance;
  - c) une ordonnance, instance, entente ou mesure relative à la protection d'un enfant;
  - d) une ordonnance, une instance ou un engagement relatifs à toute affaire de nature criminelle.

*(Donnez des précisions sur ces ordonnances, cette procédure, ces instances, etc. [p. ex., la nature de l'affaire, son état d'avancement, la date, le tribunal, le numéro de dossier du tribunal ou d'incident, etc.] )*

5. Attestation du (de la) requérant(e) :

J'atteste que je suis conscient(e) de mes obligations et de mes responsabilités sous le régime de la *Loi sur le divorce* (Canada), lesquelles sont les suivantes :

- a) si le (la) juge m'octroie du temps parental, des responsabilités décisionnelles ou un droit de contact :
  - (i) j'exerce ce droit ou ces responsabilités d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant,
  - (ii) avant de changer mon lieu de résidence ou celui de l'enfant, j'en avise, conformément à la *Loi sur le divorce* (Canada), quiconque s'est vu accorder du temps parental avec lui, des responsabilités décisionnelles à son égard ou un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact\*;
- b) si le (la) juge m'octroie du temps parental ou des responsabilités décisionnelles :
  - (i) si j'ai l'intention d'effectuer ou de faire effectuer à l'enfant un déménagement important, j'en avise, au moins 60 jours avant la date prévue du projet de déménagement et au moyen du formulaire prévu par règlement en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada), quiconque a du temps parental avec lui, des responsabilités décisionnelles à son égard ou un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact\*;
- c) je protège de mon mieux tout enfant issu du mariage des conflits pouvant découler de la présente instance;
- d) dans la mesure où il convient de le faire, je tente de régler le présent litige avec l'intimé(e) ou les intimé(e)s au moyen d'un mécanisme de règlement des différends familiaux;
- e) je fournis les renseignements qu'exige la *Loi sur le divorce* (Canada) et ceux-ci sont complets, précis et à jour;
- f) je me conforme à toute ordonnance rendue au titre de la *Loi sur le divorce* (Canada).

- 
- \* Tout déménagement, quelle qu'en soit la distance, constitue un changement de résidence.
  - Un « déménagement important » est un déménagement — qu'il soit effectué par un enfant ou par une personne ayant du temps parental avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard — qui pourrait avoir une incidence importante sur la relation de l'enfant avec une personne ayant ou demandant un droit de contact avec lui au titre d'une ordonnance de contact ou du temps parental avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard.
  - Toute personne ayant du temps parental avec un enfant ou des responsabilités décisionnelles à son égard doit aviser de tout projet de déménagement quiconque a du temps parental ou un droit de contact avec lui ou des responsabilités décisionnelles à son égard.
  - Il faut donner tout avis de déménagement important au moins 60 jours à l'avance.
  - Quiconque a un droit de contact avec un enfant et propose un changement de résidence doit en aviser toute personne ayant du temps parental ou un droit de contact avec l'enfant ou des responsabilités décisionnelles à son égard. Si le projet de changement de résidence est susceptible d'avoir une incidence importante sur la relation de cette personne avec l'enfant, l'avis doit lui être donné au moins 60 jours à l'avance.
  - **L'avis doit satisfaire aux exigences qui sont prévues aux articles 16.7 à 16.96 de la *Loi sur le divorce* (Canada) et les formules et modalités en matière d'avis sont prévues par le *Règlement relatif à l'avis de déménagement important* pris en vertu de cette loi (voir le site Web du ministère de la Justice du Canada à l'adresse [www.laws-lois.justice.gc.ca](http://www.laws-lois.justice.gc.ca)).**

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
*(jour) (mois) (année)*

\_\_\_\_\_  
*(signature du [de la] requérant[e])*

Attestation de l'avocat(e) du (de la) requérant(e) :

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, avocat(e) de \_\_\_\_\_, requérant(e), atteste au tribunal que je me suis conformé(e) aux exigences prévues au paragraphe 7.7(2) de la *Loi sur le divorce* (Canada).

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
*(jour) (mois) (année)*

\_\_\_\_\_  
*(signature de l'avocat[e])*

\_\_\_\_\_  
*(nom de l'avocat[e])*

\_\_\_\_\_  
*(nom du cabinet d'avocats)*

\_\_\_\_\_  
*(adresse)*

\_\_\_\_\_  
*(numéro de téléphone)*

\_\_\_\_\_  
*(numéro de télécopieur)*

\_\_\_\_\_  
*(adresse électronique)*